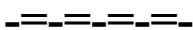


L'EURO ET L'EFFONDREMENT DE L'ECONOMIE FRANCAISE



par Jean-Pierre Vesperini
Professeur agrégé des Facultés de Droit des Sciences économiques
Ancien membre du C A E auprès du Premier Ministre

I - Les défauts de l'Euro :

L'euro présente plusieurs défauts fondamentaux,¹ qui ont nui à la plupart des pays de la zone euro à l'exception de l'Allemagne.

1) Le premier défaut : l'intangibilité des taux de change entre les pays de la zone euro.

Lors de la création de l'euro, chaque monnaie nationale des pays adhérents à l'euro a vu son cours fixé de manière intangible par rapport à l'euro. Cela revient à fixer de manière intangible les taux de change entre les pays de la zone euro.

Ainsi, le taux de change du Franc par rapport à l'euro fut fixé à 1 euro = 6,55 Francs. De même, le taux de change du Mark fut fixé à 1 euro = 1,955 Mark.

On avait : 1 euro = 1,955 DM = 6,559 F. Par conséquent : $1DM = \frac{6,559}{1,955} FF = 3,35FF$

ce qui revenait à fixer de manière intangible le taux de change entre la France et l'Allemagne .

Du fait de cette intangibilité, il devenait impossible de compenser, comme on le faisait autrefois, une divergence dans l'évolution des salaires entre la France et l'Allemagne.

Les créateurs de l'euro ont fait l'hypothèse que les salaires évolueraient parallèlement en France et en Allemagne. Comme on pouvait s'y attendre, ce n'est malheureusement pas ce qui s'est passé. En effet après avoir mis en place l'euro, la France et l'Allemagne ont suivi des politiques de salaires complètement opposées. Alors que le gouvernement français de M. Jospin imposait aux entreprises une réduction du temps de travail sans compensation sur les salaires (loi sur les 35 heures), le gouvernement allemand de M Schroeder mettait en œuvre une politique aboutissant à freiner la hausse des salaires (lois Hartz).

C'est la raison pour laquelle au cours des dix premières années de l'euro, les salaires ont augmenté de 37,7% en France contre 17,3% en Allemagne.

Cette énorme différence n'a pas été compensée par des progrès de productivité plus élevés en France qu'en Allemagne, puisqu'au contraire, au cours de ces années, la

¹ On étudie ici que les deux premiers défauts de l'euro. Pour le troisième, qui a peu affecté la France, mais qui a fortement nui à l'Espagne ou à l'Irlande (Cf L'euro : JP Vesperini, Dalloz, 2013

productivité du travail a augmenté légèrement plus vite en Allemagne qu'en France (+18% contre + 15,9%). Dans ces conditions, au cours des dix premières années de l'euro, le coût salarial unitaire a progressé de 18,8% en France alors qu'il a baissé en Allemagne de 0,6%. Ce qui signifie qu'à la fin des dix premières années de l'euro, les coûts salariaux des entreprises françaises étaient supérieurs d'environ 20% à ceux des entreprises allemandes. Cette perte de compétitivité de l'économie française par rapport à l'économie allemande est évidemment de la plus haute importance puisque sur tous les marchés les entreprises allemandes sont les principales concurrentes des entreprises françaises.

Taux de croissance du salaire horaire, de la productivité du travail et du coût salarial unitaire au cours des périodes 1999 – 2008 et 2009- 2015.

	<u>1999 -2008</u>		<u>2009-2015</u>
	France - Allemagne		France - Allemagne
Salaire horaire :	37,7 - 17,3		15,7 - 19,7
Productivité du travail :	15,9 - 18,0		5,6 - 4,0
Coût salarial unitaire :	18,8 - -0,6		9,5 - 15,2

(source OCDE en pourcentage)

A partir de 2005, les mesures Hartz firent pleinement sentir leurs effets et la situation de l'Allemagne s'améliora nettement. En particulier, le chômage baissa. Lorsque le taux de chômage franchit la barre des 7% de la population active en 2008, des tensions apparurent sur le marché du travail et la croissance des salaires devint plus forte. Aussi bien, depuis 2008, la croissance des salaires est-elle légèrement plus élevée en Allemagne qu'en France – Entre 2008 et 2015, la hausse est de 19,7% en Allemagne contre 15,7% en France. De plus, comme des progrès de productivité ont été légèrement plus élevés en France qu'en Allemagne, le coût du travail, toujours entre 2008 et 2015, a augmenté un peu plus vite en Allemagne qu'en France : d'environ 2% par an en Allemagne, contre 1,3% en France. L'écart des coûts salariaux entre la France et l'Allemagne qui était de 20% en 2008, s'est donc légèrement réduit depuis et se situe à près de 15%, ce qui reste considérable. En admettant que l'évolution des salaires et de la productivité du travail en France et en Allemagne se poursuive comme entre 2008 et 2015, il faudrait une vingtaine d'années pour que les coûts salariaux en France deviennent égaux aux coûts salariaux de l'Allemagne.

2)-Le second défaut : L'unicité des taux de change vis à vis des monnaies extérieures à l'euro.

Avant la création de l'euro, chaque monnaie nationale avait un taux de change vis à vis des monnaies extérieures à l'euro. Avec la création de l'euro, tous les pays de la zone euro ont le même taux de change vis à vis des monnaies extérieures à l'euro. Si tous les pays de la zone euro exportaient les mêmes types de biens ayant la même élasticité par rapport au taux de change, le taux de change optimal de l'euro aurait été

le même pour tous les pays de la zone. Ce n'est absolument pas le cas. Certains exportent surtout des produits haut de gamme dont l'élasticité est faible par rapport aux variations du taux de change tandis que d'autres exportent surtout des produits de moyenne, voire de bas de gamme dont l'élasticité est élevée par rapport au taux de change. Les premiers ont de ce fait un taux de change optimal de l'euro plus élevé que les seconds. Ainsi le taux de change optimal de l'Allemagne dont les exportations sont largement composées de produits hauts de gamme, est supérieur au taux de change optimal de la France dont les exportations, ont un niveau de gamme moins élevé. Dans une conjoncture normale, le taux de change optimal de la France est d'environ 1 euro = 1,10 \$ et celui de l'Allemagne d'environ 1 euro = 1,30\$.

Dans une conjoncture déprimée, le taux de change optimal pour la France est plutôt de 1euro=1\$, tandis que dans une bonne conjoncture celui de l'Allemagne est de 1 euro =1,40\$.

Au cours des années où J.C Trichet a présidé la Banque Centrale européenne (BCE), cette dernière a adopté une politique de change favorable à la doctrine monétaire et aux intérêts de l'Allemagne. En effet, au cours de cette période, le taux de change moyen de l'euro contre le dollar a été de 1 euro = 1,30\$, c'est à dire à un niveau très proche du taux de change optimal de l'Allemagne, mais au contraire très éloigné de celui de la France. Les exportations, et par conséquent l'économie allemande, ont donc pu profiter de cette politique de change de la BCE au cours de ces années tandis que l'économie française et surtout son industrie ont énormément souffert de la politique de l'euro fort suivie par la BCE. Il faut bien comprendre qu'au cours de ces années les entreprises françaises ont du subir un taux de change qui était complètement surévalué pour elles. Dans cette situation, elles étaient susceptibles d'avoir deux sortes de réaction : puisque, en raison de la surévaluation du taux de change, le prix de vente de leurs produits à l'exportation était trop élevé, eu égard à leur niveau de gamme, elles pouvaient d'abord baisser leurs prix pour éviter de perdre des parts de marché. Dans ce cas, elles réduisaient leurs profits. Mais en réduisant leurs profits, elles réduisaient leur capacité d'investissement. Or le développement des exportations dépend évidemment des capacités d'investissement puisque pour exporter davantage, les entreprises ont besoin d'innover, de créer de nouveaux produits ou de perfectionner les anciens, de réduire aussi leurs coûts, toutes choses qui nécessitent d'investir. La baisse des prix, en réduisant les profits, donc les investissements, conduisait donc à réduire les exportations.

Quant à la seconde réaction, le refus de baisser ses prix à l'exportation, elle conduisait elle aussi à une perte de parts de marché et à une baisse des exportations.

On voit que dans les deux cas, quelle que soit leur réaction, la surévaluation de l'euro à laquelle les entreprises françaises ont été confrontées les conduisaient inexorablement à perdre des parts de marché.

Les deux défauts qui viennent d'être étudiés ont donc abouti à faire perdre sa compétitivité à l'économie française et par conséquent à briser la croissance de ses exportations.

Deux séries de chiffres le démontrent parfaitement : l'évolution du taux de croissance des exportations en volume et celle de la part des exportations françaises dans les exportations mondiales.

CROISSANCE DES EXPORTATIONS EN VOLUME :

Si l'on compare l'évolution des exportations françaises et allemandes au cours des seize années qui ont suivi la création de l'euro aux seize années qui l'ont précédée, on constate que la croissance des exportations françaises s'est pratiquement effondrée de moitié à la suite de la création de l'euro, tandis que celle des exportations allemandes a continué à évoluer au même rythme.

Taux de croissance annuel moyen des exportations, en volume :

	<u>France</u>	<u>- Allemagne</u>
Au cours des 16 années <u>avant</u> l'euro :	5,7	- 5,3
Au cours des 16 années <u>après</u> l'euro :	3,0	- 5,4

(source OCDE en pourcentage)

Part des exportations dans les exportations mondiales :

Comparant de la même manière les deux périodes, on constate qu'au cours des seize années précédant l'euro, la part des exportations françaises, dans les exportations mondiales, est restée remarquablement stable, fluctuant légèrement autour du niveau de 5,8%. En revanche, au cours des seize années qui ont suivi l'euro, la part des exportations françaises n'a quasiment pas cessé de décroître, passant de 5,7% en 1998 à 3,5% en 2014, soit une baisse de près de 40% ((-3,5%-5,7%) / 5,7%)

De son côté, la part des exportations allemandes a baissé beaucoup plus modérément en passant de 8,7% en 1998 à 7,6% en 2014, soit une baisse de près de 13%;

La perte de compétitivité et l'effondrement des exportations qui en est résulté se sont évidemment répercutés sur la croissance, l'emploi et les finances publiques.

II.- LES CONSEQUENCES DE L'EURO SUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET LES FINANCES PUBLIQUES.

1)– La croissance :

si l'on compare l'évolution de la production industrielle de la France et de l'Allemagne au cours des seize années qui ont précédé la création de l'euro et des seize années qui l'ont suivie, on constate d'abord qu'avant la création de l'euro les productions industrielles de la France et de l'Allemagne augmentaient sensiblement au même rythme. En revanche au cours des seize années qui ont suivi la création de l'euro, la production industrielle de la France s'est effondrée tandis que celle de l'Allemagne a continué à augmenter au même rythme que précédemment.

Taux de croissance annuel moyen de la production industrielle :

	<u>France</u>	-	<u>Allemagne</u>
Au cours des 16 années avant l'euro :	1,5	-	1,7
Au cours des 16 années après l'euro :	-0,6	-	1,8

Source OCDE (en %)

Si l'on considère la croissance du PIB avant l'euro, les PIB de la France et de l'Allemagne augmentaient approximativement au même rythme, respectivement 2,2% et 2,3% par an en moyenne au cours des seize années précédant l'euro. Après la création de l'euro, la croissance de l'Allemagne a été ralentie dans un premier temps par la mise en œuvre des réformes Hartz destinées à accroître la compétitivité de l'économie allemande. De ce fait, au cours des années 1999-2005 la croissance du PIB de l'Allemagne a été inférieure à celle de la France (1,1% contre 2,4%). Mais après 2005, les réformes Hartz firent pleinement sentir leurs effets et depuis cette date la croissance de l'Allemagne est près de deux fois supérieure à celle de la France (cf tableau infra).

Taux de croissance annuel moyen du PIB (2006-2014)

<u>France</u>	-	<u>Allemagne</u>
0,8		1,4

Source OCDE (en %)

L'affaiblissement de la croissance française s'est naturellement répercuté sur l'emploi et le chômage.

2)- L'emploi et le chômage :

L'emploi a effectivement augmenté près de trois fois plus vite en Allemagne qu'en France au cours des années 2006-2014 (cf tableau infra)

Taux de croissance annuel moyen de l'emploi (2006-2014)

<u>France</u>	-	<u>Allemagne</u>
0,36		1,0

source OCDE (en %)

Le contraste est également très fort en matière d'emploi industriel puisqu'au cours de la même période (2006-2014) les effectifs industriels ont baissé de 14% en France, mais de seulement 1,8% en Allemagne.

Il n'est donc pas étonnant qu'après 2005, le taux de chômage ne cesse de baisser en Allemagne, passant de 11% de la population active en 2005 à 4,6% en 2015. Inversement, le taux de chômage monte fortement en France depuis la crise en

passant de 7,5% en 2008 à 10% en 2015, soit plus du double du taux allemand.

3)- Les finances publiques :

Mais l'affaiblissement de la croissance française ne se répercute pas seulement sur l'emploi et le chômage. Il explique aussi la détérioration de nos finances publiques mesurée par l'accroissement du rapport entre la dette publique et le PIB., qui contraste avec l'amélioration des finances publiques de l'Allemagne.

C'est qu'en effet, deux variables agissent sur l'évolution du rapport entre la dette publique et le PIB ; le taux de croissance nominal du PIB et le solde public. Or le taux de croissance du PIB agit lui-même sur ces deux variables : bien entendu, d'abord sur le taux de croissance nominal du PIB puisqu'il en est l'une des composantes. Mais aussi sur le solde public puisque plus la croissance est forte, plus les rentrées fiscales sont élevées, ce qui améliore le solde public. De même plus la croissance est forte, moins sont élevées, toutes choses égales d'ailleurs, les dépenses sociales, comme les indemnités de chômage, ce qui également améliore le solde public.

Dans ces conditions, aussi bien le taux de croissance nominal du PIB que le solde public ont évolué plus favorablement en Allemagne qu'en France au cours des années 2006-2015. En effet, le taux de croissance annuel du PIB nominal a été au cours des années de 2,8% en Allemagne, mais de 2,1% en France.

De même le déficit public public annuel moyen a été de 0,9% du PIB en Allemagne, mais de 4,3% en France.

De ce fait, le rapport entre la dette publique et le PIB a évolué également de façon beaucoup plus favorable en l'Allemagne qu'en France.

En 2006, en effet, le rapport entre la dette publique et le PIB était comparable en France et en Allemagne : 64,4% en France et 66,3% en Allemagne. Mais en 2015, ce rapport est nettement plus élevé en France qu'en Allemagne ; 96,2% en France contre 71,2% en Allemagne.

CONCLUSION :

On a montré ici, les mécanismes par lesquels l'euro a provoqué l'effondrement de l'économie française. On pourrait de la même manière montrer le rôle destructeur qu'à eu l'euro sur l'économie italienne ou sur l'économie espagnole, même si cette dernière se redresse aujourd'hui légèrement au détriment des économies française et italienne.

Jusqu'à présent l'euro a épargné l'économie allemande et l'a même au contraire, comme nous l'avons vu, nettement favorisé. Mais ce temps touche sans doute à sa fin dans la mesure où la politique monétaire suivie par la BCE est clairement contraire

aux souhaits de l'Allemagne. La BCE conduit en effet une politique qui vise à créer de l'inflation par le biais de la baisse des taux d'intérêt et de la dépréciation du taux de change. Cette politique est donc évidemment contraire à la politique monétaire allemande. Elle est également contraire aux intérêts des retraités allemands qui constituent une part extrêmement importante de la population allemande (environ 20 millions sur 80 millions, soit le quart).

La BCE poursuit cette politique monétaire dans l'intérêt des pays du sud de l'Europe, dont la France fait partie et qui constituent la majorité de la population de la zone euro. Il est évident que l'Allemagne n'a absolument pas besoin d'une politique d'assouplissement quantitatif qui est au contraire utile, voire indispensable à l'Italie et au Portugal.

L'Allemagne se trouve donc aujourd'hui à son tour confrontée à l'absurdité d'une monnaie unique imposée à des pays dont les économies ont des caractéristiques différentes et se trouvent dans des situations différentes. Il faudra encore un certain temps pour que l'Allemagne prenne conscience que l'euro comporte pour elle plus de défauts que d'avantages.

Dans ces conditions, pour retrouver sa souveraineté monétaire et se débarrasser de l'euro, la politique de la France doit donc être de hâter cette prise de conscience de l'Allemagne et d'organiser avec elle et les autres partenaires la disparition d'une monnaie qui n'a que trop nui aux peuples européens.